



Retrait des Américains d'Irak : Le chaos en cadeau d'adieu

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 29 décembre 2011

29 décembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [IRAK](#)

«On dit que le calife Haroun Errachid envoya comme cadeau à Charlemagne empereur d'Occident, à Aachen, une clepsydre, une horloge à eau la première au monde à pouvoir mesurer le temps. Charlemagne envoya ce qu'il avait de mieux comme cadeau, des lévriers.»

Voilà résumé en une phrase le niveau de Baghdâd il y a de cela 1200 ans comparé à l'Occident d'alors. Mieux encore, les Irakiens héritiers de la Mésopotamie avec Hammourabi qui fut le premier roi à édicter un corpus juridique, le fameux Code d'Hammourabi il y a de cela 34 siècles. Pour rappel, l'Irak avait un système éducatif et de recherche performant. Le niveau de développement était de loin le plus important du Monde arabe. Les infrastructures étaient développées et un célèbre dicton permet de situer le niveau intellectuel héritier de « Dar El Hikma » « La Maison de la Sagesse », le taux d'analphabétisme le plus bas du Monde arabe, il constituait un danger pour le «monde libre et civilisé».

Une brève histoire de l'Irak

Du point de vue de l'histoire, le déclin de Bagdad est dû, dit-on, à l'invasion des Mongols d'Hulagu qui détruisirent la capitale vers 1250 mettant un coup d'arrêt à la civilisation musulmane. L'Irak fut par la suite rattaché à l'Empire ottoman, jusqu'au jour où il intéressa les Allemands avec le kaiser Guillaume qui promit au sultan Abdelhamid la construction du Bagdad Bahn, le train Berlin-Bagdad. La découverte d'indices de pétrole fut le début du malheur des Irakiens qui furent une variable de confrontation entre l'Empire, britannique, et le gouvernement français qui, après avoir démoli l'Empire ottoman - accords de Sykes-Picot - firent main basse sur le pétrole. L'Anglo Irakian Oil Company remplaça la Turkish Petroleum Company. Par la suite encore, les États-Unis demandèrent leur part du gâteau. De coups d'État en coups d'État fomentés par les puissances occidentales, l'Irak connut l'avènement de Saddam Hussein qui, au départ, fut «utilisé» pour contrer la Révolution iranienne de 1979.

La première guerre du Golfe fut sponsorisée par l'Occident en armements à Saddam, notamment français et américains, et financièrement ce sont les roitelets du Golfe qui furent mis à contribution. Huit ans plus tard, fin des combats pour rien. L'empire soviétique s'effondrait, grâce aux coups de boutoir des moudjahidine commandés par le meilleur allié de l'Occident, Oussama ben Laden.

Lors de la deuxième guerre du Golfe de 1991, qui, rappelons-le, s'est faite sur un

malentendu, Saddam Hussein avait reçu l'ambassadrice Glapsie et l'avait informée des problèmes qu'il avait avec le Koweït -19e province de l'Irak avant la Première Guerre mondiale. Celle-ci lui aurait dit que les États-Unis ne se sentent pas concernés par ce problème. L'erreur de Saddam Hussein - en envahissant le Koweït le 2 août 1990 - est d'avoir cru que les Américains n'interviendraient pas. Il le paya cher, mais curieusement, George Bush s'arrêta aux portes de Bagdad. Ce fut la fin de l'Histoire, d'après l'idéologue du Pentagone Francis Fukuyama. Plus rien ne s'opposait à l'hyperpuissance américaine. Cependant, deux faits importants sont à signaler d'abord, le déclin des réserves pétrolières aux États-Unis et la montée en puissance aux États-Unis des néoconservateurs avec un «born again», George Bush, inféodé au lobby sioniste pro-israélien. De plus, l'Irak de Saddam apparaissait comme un danger pour Israël. pour un autre motif concocté par les néoconservateurs, l'Irak fut accusé d'avoir des liens avec Oussama Bin Laden, et de détenir des armes de destruction massive. Douze ans après son père, George Walker Bush envahit l'Irak en mars 2003, sans qu'il y ait une résolution des Nations unies.

Que reste-t-il de l'Irak?

En octobre 2006, la revue médicale The Lancet estimait le nombre de décès irakiens imputables à la guerre à 655.000. L'institut Opinion Research Business a estimé à plus de 1000.000 le nombre de victimes irakiennes entre mars 2003 et août 2007. La guerre a provoqué l'exode d'au moins deux millions d'Irakiens. Ceci sans parler des dégâts occasionnés par le Programme «pétrole contre nourriture»: plus de 500.000 enfants seraient morts de maladie et de malnutrition. Les dommages aux infrastructures civiles sont immenses: les services de santé sont pillés. Il y a eu une détérioration des canalisations d'eau et la dégradation des bassins hydrographiques du Tigre, de l'Euphrate. Il y a de plus, augmentation de l'insécurité générale (pillages, incendies et prises d'otage), suite à la désorganisation totale des différents services publics tels que les forces de l'ordre. De nombreux centres historiques ont été détruits par les bombardements américains, les combats et les pillages. Le Musée national d'Irak a été pillé.

Le bilan est connu, des centaines de milliers de morts, des millions de personnes déplacées, les infrastructures détruites et réduites à l'âge de pierre selon la promesse de George Bush père. Le 15 septembre 2004, l'armée américaine relâche 275 détenus de la prison d'Abou Ghraib avec toute l'horreur attachée à la perversion d'un côté et aux souffrances de l'autre. En janvier 2007, en pleine fête de l'Aïd el Adha, Saddam Hussein a fait preuve d'un rare courage lors de sa pendaison. Comme l'écrit Manlio Dinucci faisant le bilan de cette chevauchée fantastique: «Nos troupes sont sorties d'Irak »la tête haute », a annoncé le commandant en chef Barack Obama. Les USA ont de quoi être fiers.. Mis à feu et à sang par plus d'un million et demi de soldats, que le Pentagone a déployés par rotations, avec aussi des centaines de milliers de *contractors* militaires (mercenaires), en employant n'importe quel moyen pour écraser la résistance: des bombes au phosphore contre la population de Fallujah aux tortures d'Abu Ghraïb. Provoquant environ un million de victimes civiles, qui s'ajoutent à celles de la première guerre contre l'Irak et de l'embargo. Laisant un pays sinistré, avec un chômage à plus de 50%, la moitié des médecins qu'il avait avant l'invasion, un tiers des enfants affectés de malnutrition, à qui s'ajoutent ceux qui ont des malformations génétiques dues aux armes du Pentagone. Une guerre que les USA ont payée de 4500 morts et plus de 30.000 blessés chez les militaires, dont 30% sont rentrés chez eux avec de graves problèmes psychiques. Guerre qui a coûté 1000 milliards de dollars, à quoi s'ajoutent environ 4000 milliards de dépenses indirectes, comme celles de l'assistance aux anciens combattants.(1)

Dans sa course à la Maison-Blanche, Barack Obama avait promis le désengagement de l'Irak, mais pas à n'importe quel prix. En novembre 2008, les gouvernements irakien et américain ont signé un pacte bilatéral incluant le *Status of Forces Agreement* (Sofa) qui fixe à la fin 2011 le terme de la présence militaire des États-Unis. Les Américains avec la satisfaction du devoir bien fait, notamment par une mainmise sur les ressources pétrolières et agricoles par multinationales américaines interposées, rentrent au pays.

Depuis 2005, le gouvernement irakien a acheté des armements étasuniens pour une valeur de 5 milliards de dollars et, selon le programme, il en achètera d'autres pour 26 milliards. Les États-Unis ayant réussi à mettre en place une partition de fait de l'Irak en trois régions quasi autonomes avec le Nord kurde, la région de Bagdad à majorité sunnite et le sud de l'Irak à majorité chiite. En même temps, poursuit Manlio Dinucci, Washington s'attache le gouvernement régional kurde de Massoud Barzani avec lequel Exxon Mobil a conclu un gros contrat d'exploitation pétrolière, en doublant le gouvernement de Bagdad. Au Kurdistan irakien opèrent depuis 2003 des forces spéciales étasuniennes, sous les ordres du général Charles Cleveland. Celui-là même qui -révèle le journal égyptien al-Arabi- entraîne et dirige aujourd'hui en Turquie les commandos de l'«armée syrienne libre» pour la «guerre subrogée» contre la Syrie.(1)

Mieux encore, on apprend que même l'agriculture plusieurs fois millénaire de l'Irak est menacée. L'ordonnance 81 signée il y a cinq ans, le 26 avril 2004, par l'administrateur provisoire de l'Irak, Paul Bremer, a placé le pays sous le joug économique total de l'Occupant en obligeant le pays à réformer drastiquement son économie sur le modèle économique néolibéral américain. Ceci en violation de la Constitution irakienne et des conventions de La Haye et de Genève qui stipulent que l'occupant doit respecter la juridiction du pays occupé. Il s'agit d'une véritable déclaration de guerre contre les fermiers des pays occupés. Elle a livré le pays en pâture aux nécro-entreprises géantes qui contrôlent le commerce mondial des graines, comme Monsanto, Syngenta et Dow Chemicals. Comble de l'ironie, c'est au coeur de la Mésopotamie (l'actuel Irak) qu'a été inventée l'agriculture voici plus de dix mille ans! L'ordonnance 81 a donné aux sociétés étrangères un droit de propriété intellectuelle (semblable à ceux que Washington a introduits dans les règles de l'OMC) qui leur concède pendant vingt ans le monopole sur la production, la reproduction, la vente, l'exportation, l'importation et le stockage de toutes les semences génétiquement modifiées et les variétés de plantes «similaires». L'article 14 de cette loi interdit aux agriculteurs de réutiliser les semences de ces variétés transgéniques protégées! Les agriculteurs «coupables» d'avoir semé des graines non achetées, ou dont le champ aurait été contaminé accidentellement, encourent de fortes amendes, voire des peines d'emprisonnement, la destruction de leurs récoltes, de leurs outils et de leurs installations! Monsanto a fait un hold-up sur les semences millénaires des pays qu'elle envahit pour les modifier génétiquement, les breveter et les revendre aux agriculteurs désormais contraints de payer pour pouvoir les cultiver!

L'Irak actuel

Face au refus de l'Irak d'accorder l'immunité à des milliers de soldats américains chargés de poursuivre la formation, le président Obama avait décidé, le 21 octobre, le retrait total des troupes.

La paix n'a jamais été à l'ordre du jour même du temps de la présence américaine. La boîte de Pandore du régionalisme et surtout de l'extrémisme religieux a fait le reste malgré un décor exogène comme l'organisation d'élections, le chaos est là parce que les

problèmes de fond qui existaient du temps de Saddam Hussein qui les traitaient à sa manière au nom d'un intérêt supérieur, celui de l'État Nation laïc, ressurgissent maintenant qu'il n'y a plus de garde fous. Les partis en présence, n'ont pas connaissance du logiciel de la paix. Je pense même que chacun, à sa manière instrumente la religion pour s'emparer du pouvoir.. Apparemment le clan chiite de Nouri el Maliki celui qui ordonna la mise à mort de Saddam Hussein le sunnite, l'a emporté sur l'autre clan d'Ilyad Alaoui le sunnite, à telle enseigne qu'il a fallu plus d'une année pour former le nouveau gouvernement.

« Des élections ont eu lieu et un gouvernement à majorité chiite a mis plus d'une année à émerger. (...) Outre les dizaines de milliers de membres de sociétés de sécurité privées, peu connues pour leurs compétences en termes de réconciliation et de maintien de la paix. Les Américains laisseront 50.000 au Koweït, prêts à débarquer en cas de besoin. Le chaos qui règne à Baghdâd ne leur laissera peut-être même pas le temps de défaire leur paquetage. La transformation de Baghdâd en une ville à majorité chiite et le soutien des pays frontaliers devaient jouer un rôle majeur dans la stabilisation du pays. Au moins 12 explosions ont retenti dans 9 quartiers de la ville, faisant 63 morts et plus de 200 blessés. Des attaques coordonnées qui ciblaient essentiellement les quartiers chiites et qui font craindre un retour des violences confessionnelles sur fond de luttes politiques. Comme dans toute guerre, il y a ceux qui ont collaboré avec l'ennemi. Ils - ou elles - écrit Gilles Munier étaient pour la plupart employés à tout faire, mais aussi secrétaires, interprètes ou espions. Certains, cagoulés, participaient aux interrogatoires et aux séances de torture. Considérés comme des traîtres par la population. Tous rêvaient de partir avec les occupants, d'émigrer aux États-Unis. Les Américains ont abandonné leurs collaborateurs à leur triste sort. Le bruit court même à Baghdâd que des GI's auraient vendu des listings d'employés à des «insurgés». Une loi américaine, votée en 2008, a créé le Special Immigrant Visas (SIV) qui facilite l'entrée aux États-Unis des Irakiens qui travaillaient dans leurs bases et qui sont menacés de mort ou d'enlèvement. Mais, en quatre ans, seules 25.000 demandes ont été acceptées, 7000 visas délivrés.(2)

C'est une force étrangère, lit-on dans un éditorial du Monde, qui envahit le pays et ce sont des proconsuls américains bunkérisés qui vont le gouverner ensuite. L'Irak a été privé d'une partie de son histoire. Tout est faux depuis le début dans cette tragédie. Les motifs invoqués par George W. Bush pour se lancer dans l'aventure: l'Irak n'avait rien à voir ni avec Al Qaeda ni avec les attentats du 11 septembre 2001; le régime, exsangue après des années d'embargo, n'entretenait aucun arsenal d'armes de destruction massive(...) . (3)

« L'Irak s'est un peu démocratisé, il est plus libre. Mais il est plus divisé que jamais entre ses trois composantes ethnico-religieuses. Il est gouverné par un parti pro-iranien issu de la majorité arabe chiite, qui marginalise la minorité sunnite, cependant que les Kurdes du pays vivent en quasi-indépendance. La violence est endémique. Un Irakien sur quatre vit dans la misère. La classe moyenne a fui à l'étranger. Le statut des femmes a régressé. La production pétrolière n'a pas retrouvé son niveau d'avant-guerre.(...)»(3)

« Chercheur au Cnrs et spécialiste de l'Irak, Pierre Jean-Luizard anticipait les difficultés à venir: «Les Américains laissent derrière eux un système politique qui est voué à l'échec. C'est un système qui a été, par défaut d'autres solutions, conçu sur des bases confessionnelles et ethniques, dont la Constitution de 2005 condamne les Irakiens à jouer un jeu politique duquel ils ne peuvent pas sortir et qui les met en confrontation sur des bases d'abord communautaires et régionales. La meilleure illustration de tout cela est le mandat d'arrêt que le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki vient de lancer contre le vice-président arabe sunnite Tareq al-Hachemi. Accusé de terrorisme et d'avoir financé des

escadrons de la mort, Tarek El Hachémi nie toutes les accusations et accuse le Premier ministre de complot, qualifié de «Saddam chiite» par ses opposants. Le groupe parlementaire sunnite Iraquiya a décidé de boycotter l'Assemblée et le gouvernement. Une provocation pour le chef du gouvernement, lequel a menacé de remplacer les neuf ministres appartenant à Iraquiya s'ils maintenaient cette décision.. «Cette guerre menée pendant plus de huit ans par Bush et Obama est un échec patent. Leur armée abandonne un pays aux mains d'un gouvernement chiite corrompu, allié à l'Iran, et en butte à l'hostilité d'une minorité sunnite», confie un officier du renseignement. Un nouveau Vietnam suivi d'une guerre civile pour les plus optimistes, «un arc chiite allant de la Syrie à l'Iran, en passant par l'Irak et le Hezbollah libanais». Autrement dit, la hantise d'une troisième intifada chiite pour les plus alarmistes. (4)

Y aura t-il d'autres Irak ?

On peut s'interroger si après le désastre irakien, les 4500 morts les dizaines de milliers de traumatisés et une guerre qui aura coûté près de 1000 milliards de dollars, les Américains seront tentés par une autre aventure que celle de formater le monde. Pour le Christian Science Monitor qui rapporte le nouveau format des guerres américaines, on parle de nouvelles guerres : « On les appelle les interventions militaires "transhorizon" ou à distance : l'usage de drones ou de missiles lancés à partir de bâtiments de combat en vue d'éliminer des cibles humaines dans un pays étranger sans avoir à envoyer de soldats sur le terrain. Alors que les États-Unis quittent l'Irak après plus de huit ans de guerre et d'occupation, le recours accru à ces tactiques à distance et aux unités d'élite des forces spéciales, extrêmement mobiles, n'est qu'un exemple parmi d'autres de l'impact durable que cette guerre, lancée en mars 2003, a eu sur la politique étrangère américaine ».(5)

« "Pendant un certain temps, le syndrome post irakien produira une réelle réticence à mener des opérations militaires ressemblant de près ou de loin à la guerre en Irak", prédit Stephen Walt, professeur à l'université Harvard. "Nous n'allons plus nous lancer dans des occupations prolongées ni tenter de remodeler la politique intérieure d'un pays." Autrement dit, au lieu de guerres comme celle d'Irak, nous assisterons à des interventions ciblées, comme au Pakistan et au Yémen. "Nous allons nous employer à éliminer les méchants au lieu de chercher à réformer des sociétés entières", résume l'universitaire ».(5)

On le voit la tentation d'empire étasunienne est intact, sauf que l'expérience américaine est mise à profit pour ouvrir d'autres théâtres ; De fait poursuit le journal : « La guerre d'Irak ainsi que celle d'Afghanistan ont conduit les États-Unis à se préoccuper d'une région qui ne devrait pas jouer un rôle important dans leur future prospérité. Comme Jon Huntsman Jr., candidat à l'investiture républicaine pour la présidentielle de 2012, se plaît à le répéter : "Notre avenir n'est pas dans les montagnes afghanes de l'Hindu Kuch." Après s'être focalisés sur l'Irak pendant la majeure partie de la dernière décennie, les États-Unis doivent, selon M. Lindsay, rattraper leur retard dans une région qui pèsera beaucoup sur leur futur : l'Asie orientale ». (5)

« "A présent, nous allons être beaucoup plus prudents pour décider des endroits et des moments opportuns pour faire appel à l'armée." Selon Henry Barkey, un ancien analyste du département d'État, cette "nouvelle réticence" transparaît déjà dans le rôle de soutien que les États-Unis ont choisi de jouer dans l'intervention de l'Otan en Libye. Mais, selon d'autres experts, la Libye ne présentait qu'un intérêt secondaire pour Washington. D'après eux, le véritable test de l'impact de la guerre d'Irak sur la politique extérieure américaine se fera avec l'Iran, et peut-être plus tôt qu'on ne le pense ». (5)

Nous y voilà. Le scénario est mis en place avec la complicité du directeur Général de l'AIEA qui n'a pas la même réticence qu'El Baradei ou encore moins qu'un Hans Blix qui s'est opposé frontalement à Georges Bush, en persistant sur le fait qu'il n'y avait pas d'ADM en Irak. L'actuel directeur de l'AIEA fait parti du scénario visant à créer le motif qui amènera le monde à un futur chaos. La guerre irakienne terminée, les GI's ne sont pas loin, jute à côté au Koweït, ils peuvent reprendre du service. Il est possible même que le détroit d'Ormuz soit l'étincelle qui déclenchera l'apocalypse

Nous ne souhaitons que l'Iran finisse comme l'Irak encore que cela ne sera pas facile pour l'empire ! L'Irak une des plus brillantes civilisations que l'humanité ait connues sombre dans un chaos qui, à moins d'un miracle, semble être parti pour longtemps. Tout ceci pour une mainmise sur des matières premières et imposer Israël comme « rempart contre la barbarie ».

Professeur Chems Eddine Chitour
École Polytechnique enp-edu.dz

1. Manlio Dinucci Edition, [En Irak la guerre est « subrogée »](#), 20 décembre 2011
2. Gilles Munier : «150 000 collaborateurs irakiens abandonnés par les troupes américaines », <http://www.france-irak-actualite.com/>, le 23 décembre 2011.
3. Mauvaise fin pour une mauvaise guerre Éditorial Le Monde 21.12.11
4. <http://www.mleray.info/article-irak-le-chaos-94973865.html>
5. <http://www.courrierinternational.com/article/2011/12/22/dures-lecons-de-l-aventure-irakienne>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2011

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca